



Avenant n° 6 pour l'année 2016, à la convention ETAT – EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre

La Communauté d'Agglomération Dracénoise représentée par M. Olivier AUDIBERT – TROIN, Président
et

l'Etat, représenté par Pierre SOUBELET, Préfet du Département du **Var**

Vu la convention ETAT-EPCI de délégation de compétence en date du **3 octobre 2011** ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 19 mai 2016 approuvant l'avenant à la convention

Vu l'avis du comité régional de l'habitat du **20 avril 2016** sur la répartition des crédits ;

Il a été convenu ce qui suit :

A. Les objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2016

A.1 - Le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux

Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, pour atteindre les obligations légales issues de la loi du 18 janvier 2013 et fixés sur la période triennale 2014-2016, l'objectif pour l'année 2016 est de 526 logements locatifs sociaux.

Compte tenu de l'enveloppe régionale de PACA de 56 millions d'euros notifiée le **XXXXXX** 2016, l'objectif est fixé à minima comme suit pour 2016 :

- la réalisation par construction neuve ou acquisition-amélioration de :

PLUS (y/c PLUS-CD et PALULOS communales)		PLAI (y/c produit spécifique hébergement et RHVS)		<i>dont PLAI hébergement, produit spécifique hébergement et RHVS</i>	<i>dont PLAI FTM (*)</i>	Total PLUS PLAII	
Total	Tranche ferme	Total	Tranche ferme	0	0	Total	Tranche ferme
241	165	180	120	0	0	421	285

(*) Ci-dessous les FTM dont la restructuration en PLAI est prévue en 2016 :

Nom du foyer	Commune	Maître d'ouvrage	Gestionnaire	Subvention PLAI	Nombre de logements	Date prévisionnelle de dépôt du dossier à la CILPI	Date prévisionnelle de dépôt du dossier à la DDT(M)

	PLS logements ordinaires	PLS en structures collectives pour PAPH	Total PLS
Nombre de logements	105	0	105

PAPH : personnes âgées personnes handicapées

- la réalisation de 0 logement en location-accession PSLA,

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine de l'ANRU.

A.2 - La requalification du parc privé ancien et la requalification des copropriétés

Concernant la réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés, les objectifs a minima, validés par le CRH sont les suivants : réhabilitation , sous réserve des crédits disponibles, de **64** logements privés.

- le traitement de **5** logements indignes ou très dégradés, prenant notamment en compte l'insalubrité, le péril, et les risques liés au plomb, occupés par leur propriétaire,
- le traitement de **47** logements au titre de la lutte contre la précarité énergétique occupés par leur propriétaire,
- le traitement de **9** logements occupés par leur propriétaire au titre de l'aide pour l'autonomie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé),
- le traitement de **3** logements pour les propriétaires bailleurs,
- le traitement de **0** logement situé dans des copropriétés en difficulté (hors lutte contre l'habitat indigne et très dégradé).

B. Modalités financières pour 2016

B.1: Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat

Pour 2016, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements est fixée au maximum à:

x 1 925 000 € au titre du logement social, à laquelle pourra s'ajouter une enveloppe réservée au niveau régional, d'un montant maximal de 3 947 056 €

x 485 390 € au titre de l'Anah

x 110 306 € au titre du FART

B.2: Répartition des droits à engagement pour le logement locatif social et l'habitat privé.

Pour 2016, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements de l'État destinée au parc public est fixée à **1 764 000 €**.

Cette enveloppe prévisionnelle de droits à engagements est complétée d'une enveloppe dite « bonus typologie » de **161 000 €**, destinée exclusivement à la production de **logements ordinaires (hors étudiants) T1/T2 en PLUS/PLAI**.

Le montant total de l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements de l'État destinée au parc public s'élève donc à 1 925 000 €.

Le montant des reliquats disponibles auprès du délégataire (autorisations d'engagement déléguées depuis le début de la convention et non utilisées) d'un montant de 200 € s'intègre à cette enveloppe.

Cette enveloppe totale comprend :

- une tranche ferme de **1 284 560 €**.
- une tranche conditionnelle de **640 440 €**.

L'enveloppe ferme des droits à engagements de l'État sera déléguée comme suit :

- 60 % des droits à engagements à la signature de l'avenant.
- le solde sera délégué sous réserve de la disponibilité des crédits au vu du bilan et de la programmation transmis à la DREAL au 1er septembre 2016.

Une enveloppe complémentaire de cette enveloppe ferme pourra être déléguée pour le financement des opérations PLUS/PLAI en acquisition-amélioration, dans la limite de l'enveloppe réservée au niveau régional de 3 947 056 €. Elle sera déléguée selon des modalités de financement communiquées par instruction de la DREAL.

L'enveloppe conditionnelle pourra être déléguée sous réserve de la disponibilité des crédits et de la consommation de l'enveloppe ferme après avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement sur le redéploiement des enveloppes entre territoires de gestion au plus tard le 30 octobre 2016.

Pour 2016, l'État met également à disposition de l'EPCI, un contingent de 105 PLS.

B.2-2 Concernant la réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés :

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe prévisionnelle des droits à engagement Anah (hors FART) destinée au parc privé est fixée à 485 390€ (travaux et ingénierie).

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe prévisionnelle des droits à engagements Etat allouée dans le cadre du FART, est fixée à hauteur de 110 306 €.

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L 321-1-1 du code de la construction et l'habitation définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

Un abondement sera possible sur la réserve régionale en fonction de l'avancement des consommations de l'enveloppe Anah et devra faire l'objet d'un avenant complémentaire modificatif spécifique parc privé.

B.3: Interventions propres de l'EPCI

Pour 2016, le montant des crédits qu'il affectera sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élèvera, sous réserve du vote de son budget prévisionnel à 1 366 950 € dont :

- 1 311 050 € pour le logement locatif social,
- 55 900 € pour l'habitat privé.

À Draguignan, le

Le Préfet du Var,

Le Président de l'EPCI,

Pierre SOUBELET

Olivier AUDIBERT - TROIN